

ACCESSIBILITÉ AUX STANDARDS DE CERTIFICATION

Pour la pêche à petite échelle et
des pays en développement

LES DÉFIS



COÛTS

Même si des fonds pourraient être mobilisés pour payer l'évaluation conduisant à une éventuelle (pré)certification, celle-ci ne représente qu'un aspect des coûts. Les conditions imposées par l'organisme d'étiquetage peuvent inclure, par exemple, des changements dans les méthodes de pêche et les engins utilisés. Dans bien des cas, les coûts associés à ces changements tendent à être beaucoup plus élevés que les coûts associés à l'évaluation elle-même et rares sont les petites exploitations qui peuvent se permettre ces dépenses.





AVANTAGES

Les avantages (prime pour les produits certifiés) ne sont pas automatiques : Dans de nombreux cas, comme les pêcheurs artisanaux ont peu de pouvoir de négociation dans la chaîne de valeur, les principaux bénéficiaires d'une prime potentielle sont les propriétaires des entreprises exportatrices qui vendent sur les marchés étrangers. Si la certification peut conduire à des prix plus élevés, la croissance des bénéfices n'atteint pas les pêcheurs artisanaux.

RISQUE DE DÉ-LABELLISATION

Il existe de nombreux facteurs externes dont l'impact négatif aurait pour résultat une dé-labellisation et sur lesquels le pêcheurs artisanaux n'ont aucune influence. Certains de ces facteurs sont des changements dans la gestion des pêches par les gouvernements, l'impact du changement climatique ou la pêche illégale. La perte de la labellisation est préjudiciable pour la commercialisation des produits car elle envoie un message déroutant aux consommateurs et aux distributeurs.





CAPACITÉ DU GOUVERNEMENT

Les États jouent un rôle crucial dans le succès des certifications : elles fournissent les données pour le processus d'évaluation ainsi que la mise en œuvre de changements potentiels dans la gestion des pêches. En effet, l'une des trois principales considérations du processus de certification est la robustesse du système de gestion. Dans certains cas, les autorités des pêches peuvent ne pas avoir la capacité ou la volonté politique pour répondre à ces demandes. La gestion des pêches peut également manquer de transparence. Les pêcheurs artisanaux peuvent donc être les victimes impuissantes des politiques gouvernementales.

IMPACT SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Certaines organisations commencent à écolabelliser les farines et huiles de poisson issues de l'exploitation des petits pélagiques en Mauritanie dont les stocks sont surexploités et où il manque une gestion régionale de ces ressources. De plus, l'industrie de la farine et de l'huile de poisson en Afrique de l'Ouest est en concurrence directe avec l'approvisionnement des marchés locaux et régionaux pour la consommation humaine. Les organismes de certification devraient s'assurer que leurs systèmes de certification ne menacent pas la sécurité alimentaire en Afrique.





ASPECTS SOCIAUX

La priorité pour les organisations africaines de pêche artisanale est que leurs Etats ratifient et mettent en œuvre les outils internationaux visant à améliorer les conditions de travail et de vie dans la pêche artisanale, comme la Convention C188 de l'OIT et les Directives de la FAO sur la pêche durable à petite échelle. On craint que l'aspect " social " de la certification ne soit moins exigeant que ces conventions internationales et qu'il ne constitue une solution de facilité pour les entreprises qui ne souhaitent pas que ces conventions soient mises en œuvre tout en bénéficiant de la valeur ajoutée de la labellisation pour leur image.

Compilé en novembre 2019 par



CFFA
CAPE

Photos de Aliou
Diallo/REJOPRA
et APRAPAM

